

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le (cf. Signature de l'approbateur)

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2023

### **Partie nominative**

#### **REFRESCO FRANCE**

2885 ROUTE DES PANGONS  
26260 Margès

Affaire suivie par : CHAMBOREDON Laure-Anne

Téléphone : 03 27 21 05 15

Courriel : laure-anne.chamboredon@developpement-durable.gouv.fr

Références : 2023 – V3 – 112

Code AIOT : 0003800080

Pièces jointes : Projet d'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/05/2023 de l'établissement REFRESCO FRANCE implanté Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- Madame CHAMBOREDON Laure-Anne, Unité départementale du Hainaut, V3, inspecteur de l'environnement
- Monsieur PECQUEUX Mathieu, Unité départementale du Hainaut, V3, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Monsieur TURLURE Alexandre, Directeur des Opérations Industrielles
- Madame HEULLUY Célia, Animatrice Sécurité Environnement

Le courriel d'échange avec l'administration est david.caron@refresco.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement Spécialité installations classées CHAMBOREDON Laure-Anne

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Spécialité installations classées PECQUEUX Mathieu	Le Chef de l'UD du Hainaut EMIEL Christophe

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 16/05/2023 de l'établissement REFRESCO FRANCE implanté Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées :

- nom : Méthanisation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2016 article : 8.2.6

#### **Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**

Compte tenu de l'avancée de l'exploitant sur la valorisation du biogaz produit, l'inspection des installations classées modifie son projet d'arrêté de mise en demeure, proposé dans le rapport référencé V3 – LAC – 2023 – 037, et le complète avec un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Prouvy, le (cf. Signature de l'approbateur)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **REFRESCO FRANCE**

2885 ROUTE DES PANGONS  
26260 Margès

Références : 2023 – V3 – 112  
Code AIOT : 0003800080

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement REFRESCO FRANCE implanté Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REFRESCO FRANCE
- Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy
- Code AIOT : 0003800080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'embouteillage de la société REFRESCO France est situé sur la commune de Le Quesnoy dans le département du Nord (59).

Le site d'implantation de REFRESCO France correspond à un terrain à vocation d'activités économique.

Les terrains alentours sont :

- au Nord, à l'Ouest et au sud ; des parcelles agricoles sur 600 m
- à l'Est et au Sud-Est : la zone d'activité des Près du Roy. La rocade de Le Quesnoy traverse cette zone d'activité.

Les premières habitations occupées par des tiers sont situées à environ 220 m des limites de propriété.

Le ruisseau de l'Ange passe en contrebas du site pour rejoindre la Rhonelle, 2 km plus au Nord.

La voie ferrée Valenciennes – Charleville Mézières passe à 30 m des limites du site. L'activité de REFRESCO France est encadrée par l'arrêté préfectoral du 26 mai 2016.

Le thème de visite retenu est le suivant : la méthanisation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Méthanisation	Arrêté Préfectoral du 26/05/2016, article 8.2.6	/	Prescriptions complémentaires	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Changement de combustible	AP Complémentaire du 01/03/2023, article 3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a un projet de valorisation de son biogaz produit par méthanisation de ses effluents.

## 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2016, article 8.2.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Destruction du biogaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est muni d'un arrête-flamme conforme à la norme EN 12874 ou ISO 16852. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.</p> <p>Dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 07 février 2023, l'inspection des installations classées a constaté le torchage en continu du biogaz produit par l'installation de méthanisation, compte tenu du refus de GRDF d'injecter le biogaz produit dans son réseau.</p> <p>L'inspection des installations avait donc proposé à Mr le préfet dans le rapport référencé V3 – LAC – 2023 – 037 un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour l'arrêt du torchage dans un délai de 2 semaines.</p> <p>L'exploitant, consulté dans le cadre du contradictoire de cet arrêté préfectoral de mise en demeure, a fait part de ses difficultés liées à l'arrêt de la torchère.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant s'est d'ores et déjà engagé dans un projet de réutilisation du biogaz produit. Par courriel, suite à la visite d'inspection, il a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une étude réalisée par la société GreenFlex, qui préconise la mise en place d'une unité de cogénération liée à l'installation de méthanisation,</li> <li>- une offre commerciale pour une unité de cogénération.</li> </ul> <p>Compte tenu des montants à engager, l'exploitant va mettre en œuvre une deuxième consultation, avant le passage de marché.</p> <p>Aussi, l'inspection des installations classées propose de modifier le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, proposé à l'issue de la dernière visite d'inspection, pour laisser à l'exploitant le temps de réaliser les modifications envisagées.</p> <p>L'inspection tient à rappeler à l'exploitant que cette installation va constituer une modification de ses conditions d'exploiter et que par conséquent, une fois le projet définitif acté, l'exploitant devra informer Monsieur le Préfet de ce projet par le biais d'un dossier de porter-à-connaissance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 2 : Changement de combustible

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/03/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement de combustible
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 est complété par la ligne suivante : Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 mai 2016 est modifié concernant la rubrique 4441 afin de réduire la quantité de produits liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 à 10 tonnes.
<b>Constats :</b> Compte tenu des tensions sur l'approvisionnement en gaz naturel, l'exploitant a sollicité auprès de Monsieur le Préfet l'autorisation d'utiliser du propane en remplacement du gaz naturel. Cette autorisation lui a été accordée par arrêté préfectoral complémentaire du 01/03/2023, pour une durée de 2 ans. La cuve de propane a effectivement été mise en place et est utilisée depuis le 21/03/2023. Ainsi, l'exploitant utilise exclusivement le propane pour sa chaudière, sauf en cas de défaillance ou d'insuffisance du système au propane. En effet, les processus industriels en œuvre au sein de l'usine ne peuvent gérer une rupture de l'apport de chaleur, même de courte durée. Aussi, compte tenu du risque de coupure du gaz naturel, l'exploitant a choisi d'assurer la production en n'utilisant que du propane lorsque cela est possible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet